

Qui a peur du grand méchant loup?

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1384

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014651>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Qui a peur du grand méchant loup?

DP *entreprend une série d'articles en vue des élections fédérales. Premier épisode.*

LA PROCHAINE ÉCHÉANCE électorale fédérale domine progressivement l'actualité politique. La presse alimente cette actualité à coups de sondages et chaque élection cantonale donne lieu dorénavant à une extrapolation de la composition du prochain Parlement fédéral.

L'exercice est périlleux. En effet, les résultats de quelques scrutins cantonaux ne permettent pas sans autre de prédire le rapport des forces qui prévaudra cet automne à Berne. Le système proportionnel, conjugué à la dimension restreinte de la plupart des circonscriptions, empêche des variations importantes dans la répartition des sièges. Sans compter que l'électeur ne manifeste pas forcément les mêmes préférences au niveau cantonal et fédéral.

Dans ce contexte, la percée de l'Union démocratique du centre à Zurich et à Lucerne a frappé les esprits. Annonce-t-elle un phénomène sem-

blable à l'occasion des élections fédérales? Si l'UDC semble assurée de figurer parmi les vainqueurs de ces élections, il ne faut pourtant pas s'attendre à un raz-de-marée. Ce parti reste très inégalement implanté dans le pays, insignifiant ou inexistant en Suisse romande et au Tessin.

Ses deux victoires récentes, l'UDC les a réalisées aux dépens de ses cousins radicaux et démocrates-chrétiens. On assiste donc surtout à un déplacement des voix au sein du camp bourgeois, plus qu'à un nouveau rapport de force entre la gauche et la droite. Un phénomène qui confirme la relative stabilité des blocs au niveau fédéral depuis plusieurs décennies.

La série de succès de l'UDC tient à plusieurs facteurs. Tout d'abord un intense et constant travail de terrain. Contrairement à ses adversaires, l'UDC sait occuper la scène politique. À Zurich par exemple, le parti organise

tout au long de l'année, des séances thématiques dans les quartiers, en présence d'élus, agrémentées d'une collation et d'une prestation musicale. Par ailleurs il martèle son credo sur un nombre limité de sujets, ceux précisément qui suscitent l'inquiétude de la population. Mais la grande force de l'UDC reste la faiblesse de ses adversaires, empêtrés dans leurs dissensions internes – voir les radicaux à propos de l'assurance-maternité – ou incapables d'offrir à leurs électeurs une perspective claire – voir les socialistes au sujet de l'asile. Aujourd'hui, les programmes fourre-tout ne font plus recette. Au mieux servent-ils de signe de reconnaissance aux militants qui les ont adoptés. Mais lorsque citoyennes et citoyens se voient proposer des solutions concrètes et efficaces – ce fut le cas en matière de lutte contre la drogue –, l'UDC ne fait alors plus le poids. *jd*

GUERRE EN YUGOSLAVIE

La cacophonie socialiste

L'INTERVENTION DE L'OTAN en Yougoslavie suscite des réactions pour le moins discordantes au sein du parti socialiste suisse. Le Tessinois Franco Cavalli y voit l'occasion de manifester son anti-américanisme viscéral et condamne sans appel, rejoignant les rangs des beaux esprits qui brandissent l'arme de la négociation quand les janissaires tuent et déportent. Condamnation aussi des femmes socialistes, confirmées dans leur conviction que tout conflit armé porte la marque indélébile du machisme dominant; les femmes kosovars apprécieront. À l'inverse, la présidente du parti, Ursula Koch, s'expose aux foudres de certains de ses camarades en justifiant l'intervention militaire, y compris terrestre, dès lors qu'il s'agit de défendre les droits humains élémentaires: «Nous nous trouvons dans une situation où nous devons malheureusement accepter la guerre comme instrument ultime de la politique».

Mais pas question pour elle que la Suisse adhère à l'OTAN, une organisation à la solde des États-Unis. Un pas que n'hésite pas à franchir Jean Ziegler, un habitué des volte-face spectaculaires. Quant à Andreas Gross, la figure emblématique de l'initiative «Pour une Suisse sans armée», il croise le fer avec Christoph Blocher pour défendre l'intervention des Alliés. La fraction socialiste aux Chambres fédérales enfin, profondément divisée, préfère se taire.

À l'évidence les socialistes sont pris de court. Encore embourbés dans le scénario de la guerre froide qui les avait vu adopter un pacifisme modéré, habitués à gérer leur fonds de commerce anti-militariste, ils peinent à adopter une position adaptée à la nouvelle donne. Car le scénario actuel ne voit plus tant les États s'entre-déchirer que les pouvoirs en place maltraiter leur propre population ou des minorités installées sur leur territoire. Dans ces conditions, le principe de non-ingé-

rence qui sacralise la souveraineté nationale heurte de plein fouet les droits humains. Des droits dont la gauche s'est toujours voulue la protectrice. Des droits dont la défense efficace exige aujourd'hui une démonstration de force.

La gauche socialiste milite depuis plusieurs années pour l'adhésion de la Suisse à l'Europe. Dans ces conditions, elle ne pourra faire l'économie d'une réflexion rapide sur une politique de sécurité continentale et sur le rôle que la Suisse devra y assumer. Cette réflexion devra conduire à rompre clairement avec un pacifisme qui ne répond en rien à l'exigence de paix sur le continent, et avec un antimilitarisme primaire et réactif. L'enjeu politique aujourd'hui consiste à définir une conception de la défense, inscrite dans un contexte européen et des moyens d'action adaptés. L'initiative socialiste récemment déposée pour une réduction de moitié des dépenses militaires ne suffit pas à répondre à ces questions. *jd*